

# Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	<b>24.04.2024</b>
Thème	<b>Sans restriction</b>
Mot-clés	<b>Substances dangereuses</b>
Acteurs	<b>Bern</b>
Type de processus	<b>Sans restriction</b>
Date	<b>01.01.1965 - 01.01.2024</b>

# Imprimer

## Éditeur

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Contributions de

Da Pozzo, François  
Magnin, Chloé

## Citations préféré

Da Pozzo, François; Magnin, Chloé 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Substances dangereuses, Bern, 1980 - 2023*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), téléchargé le 24.04.2024.

# Sommaire

<b>Chronique générale</b>	1
<b>Armée</b>	1
<b>Infrastructure et environnement</b>	1
Protection de l'environnement	1
Déchets	1

## Abréviations

**StFV** Verordnung über den Schutz vor Störfällen

---

**OPAM** Ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs

# Chronique générale

## Armée

### Armée

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL  
DATE: 20.01.2023  
CHLOÉ MAGNIN

Les experts ont parlé, il faut **déminer l'ancien dépôt de munitions de Mitholz**. Durant la deuxième guerre mondiale, la Suisse a construit un entrepôt à Mitholz dans le canton de Berne. Une fois la guerre finie, l'armée y a déposé une grande quantité de munitions non utilisées afin de les y stocker. En 1947, plusieurs explosions ont eu lieu dans l'installation, coûtant la vie à neuf personnes, produisant un effondrement de la paroi et un endommagement des bâtiments et des routes. Les débris résultant de l'effondrement ont recouvert une grande partie des munitions qui n'ont pas explosé et ont formé un cône d'éboulement à l'entrée de l'installation souterraine. Jusqu'en 2018, le danger était estimé comme relativement faible et le gouvernement était favorable à l'utilisation de cet endroit. Par conséquent, les galeries ont été étendues et l'armée a continué d'entreposer du matériel et de stationner des troupes à Mitholz. Cependant, dans le cadre d'un nouveau projet travaillant sur un nouveau centre de calcul, une nouvelle analyse des risques a été effectuée et les experts ont tiré la sonnette d'alarme. En effet, la zone serait non-conforme aux critères de l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM) et représenterait des « risques qui ne sont pas acceptables » pour la population et les infrastructures (routes, bâtiments, rails). De ce fait, les troupes ont été délocalisées et, épaulé par différents experts, le Conseil fédéral a cherché une solution pour faire face à cette situation inquiétante. Il a envisagé trois possibilités d'action. La première consiste à éliminer toutes les munitions, la deuxième propose de recouvrir l'ancien dépôt et la troisième souhaite encapsuler le site sans éliminer les munitions. Sur ces trois options, seule la première a été retenue car elle serait la seule permettant d'éliminer définitivement les risques. Alors que la troisième option a été irrévocablement éliminée, la deuxième proposition resterait en suspens au cas où l'élimination des munitions devait être interrompue.

Le déminage du site se composera de quatre différentes étapes. Premièrement, il faudra prendre des mesures préalables, puis mettre en place des mesures de protection pour la population, qui devra évacuer le site, ainsi que pour les infrastructures (routes, bâtiments et rails). Troisièmement, les restes de munitions seront évacués puis éliminés et finalement, le site sera remis en état.

Les coûts de la procédure, sur la base des connaissances actuelles, sont estimés à CHF 2.59 milliards. La plus grosse partie du budget (CHF 1.09 milliards) sera consacrée aux deux premières étapes et CHF 0.74 milliards devraient couvrir les deux dernières étapes du déminage. Les CHF 0.76 milliards restants sont quant à eux laissés au financement de tous les éléments imprévus. Les opérations planifiées devraient s'étendre jusqu'en 2040 et les habitant.e.s pourraient réintégrer leurs habitations à partir de 2041.<sup>1</sup>

## Infrastructure et environnement

### Protection de l'environnement

#### Déchets

La **neutralisation des ordures particulières et dangereuses**, telle qu'elle a été prévue dans une grande installation de retraitement des déchets industriels et qui selon les plans devrait se situer à Oberbipp (BE), s'est montrée encore plus problématique. Au cours de leur lutte contre le projet développé par des milieux économiques, en collaboration avec divers trusts chimiques bâlois, la Confédération et le canton de Berne, les représentants du comité d'action de la région concernée ont protesté contre le ravalement de leurs communes au rang de «poubelle de la nation». Le Grand Conseil bernois, quant à lui, a chargé le gouvernement, contre la volonté de celui-ci, de tout mettre en oeuvre pour empêcher la construction de cette installation.<sup>2</sup>

DÉBAT PUBLIC  
DATE: 28.11.1980  
FRANÇOIS DA POZZO

1) FF, 2022, 3167; 24H, LT, NZZ, TA, 17.11.22

2) BO CN, 1980, p. 1692; Bund, 9.7., 9.9., 10.9., 13.11. et 28.11.80; TLM, 12.7.80; SZ, 12.9. et 17.9.80; BaZ, 18.10.80, NZZ, 12.11.80.